

Baisse de l'absentéisme pour raisons de santé dans la fonction publique en 2023 : une réalité occultée par le débat politique

L'absentéisme pour raisons de santé chez les fonctionnaires a enregistré une baisse significative en 2023. Cette tendance, confirmée par les données officielles publiées dans le [rapport annuel 2024 sur l'état de la fonction publique](#), notamment une baisse de 5,2 % des arrêts maladie par rapport à l'année précédente, contraste avec les discours politiques qui ont dominé les débats parlementaires et les interventions gouvernementales sur la question des arrêts maladie dans la fonction publique.

Une baisse plus marquée dans la fonction publique que dans le privé

Les chiffres révèlent que, tant dans le secteur privé (-3,8 %) que dans la fonction publique (-5,2 %), les absences pour raisons de santé ont diminué en 2023. Cependant, la réduction est plus prononcée parmi les fonctionnaires. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance :

- Une politique de prévention renforcée : la mise en place d'actions de prévention des risques psychosociaux et de dispositifs d'accompagnement des agents.
- Une stabilisation des conditions de travail post-Covid : la sortie progressive des effets de la crise sanitaire a réduit les facteurs de stress et d'épuisement professionnel.
- Une réglementation plus stricte sur les arrêts maladie : les récentes réformes ont rendu les contrôles plus systématiques, limitant certains abus.

Un décalage entre discours politique et réalité statistique

Tout au long de l'année 2023, le gouvernement et plusieurs parlementaires ont mis en avant une augmentation présumée des absences pour maladie dans la fonction publique, souvent en l'opposant à la situation du secteur privé. Or, les chiffres officiels du ministère de la Fonction publique contredisent ces affirmations et montrent au contraire une baisse plus forte dans la fonction publique que dans le privé.

Ce contraste entre discours et réalité s'explique par plusieurs facteurs, notamment une perception médiatique amplifiée et des discours politiques parfois déconnectés des tendances statistiques.

Cette dissonance peut s'expliquer par plusieurs raisons :

- Une volonté politique de justifier des réformes restrictives en matière de protection sociale.
- Une vision biaisée basée sur des cas isolés plutôt que sur des données agrégées.
- Une communication gouvernementale insistant sur la responsabilisation des agents plutôt que sur les résultats des politiques de prévention.

Quelles implications pour la gestion des ressources humaines ?

La baisse de l'absentéisme dans la fonction publique est une opportunité pour renforcer les dispositifs de qualité de vie au travail, comme l'a démontré la mise en place de cellules de soutien psychologique et de programmes de réadaptation professionnelle dans certaines administrations, ayant permis de réduire significativement le taux de rechute des agents en arrêt longue durée. et dépasser une vision punitive de la gestion des absences.

Pour les DRH des collectivités territoriales et des administrations, il s'agit de :

- Valoriser les politiques de prévention et en évaluer l'impact.
- Maintenir un équilibre entre contrôle et accompagnement des agents.
- Démonter les idées reçues en s'appuyant sur des données objectives.

La réalité des chiffres démontre que la fonction publique n'a pas connu une explosion des arrêts maladie en 2023, bien au contraire.

La communication politique autour de l'absentéisme doit être recentrée sur une lecture plus rigoureuse des données et sur des mesures favorisant la santé et le bien-être des agents.

Plutôt que de stigmatiser les fonctionnaires, il est temps de reconnaître les progrès réalisés et d'explorer de nouvelles pistes d'amélioration, telles que le développement d'un suivi individualisé du bien-être au travail et la mise en place d'indicateurs de performance sociale pour mesurer l'impact des actions préventives.

En matière de prévention et de gestion des absences pour raisons de santé.

